

nement n'a pas touché au tarif et qu'il a augmenté la protection qu'avaient déjà les manufacturiers. Il laisse les droits tels qu'ils étaient sur les articles manufacturés et les réduit considérablement sur la matière brute qui entre dans la fabrication. Je ne m'oppose pas à cela pourvu que la matière première ne soit pas fabriquée au Canada. Il va plus loin que nous en matière de protection, et aussi longtemps qu'il continuera dans cette voie, aussi longtemps le pays devra prospérer.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Je suis certain que chacun dans cette Chambre a écouté avec plaisir le beau et intéressant discours qu'a prononcé mon honorable ami de Saint-Jean (M. Ellis), en proposant la réponse au discours du trône, ainsi que le discours intéressant et instructif qui a été fait par l'honorable sénateur de Toronto (M. Jones). Je voulais féliciter—j'espérais avoir l'occasion de féliciter mon honorable ami de la gauche, le chef de l'opposition, de sa grande modération dans la discussion de la présente adresse, et de fait mon honorable ami a exercé sur lui-même une grande contrainte, en réalité jusqu'aux dernières minutes qui ont précédé sa conclusion—

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Jusqu'au moment où l'honorable ministre m'a interrompu.

L'honorable M. MILLS (ministre de la Justice) : Et alors mon honorable ami s'est emporté et a parlé du gouvernement de manière à laisser entendre que le gouvernement ne remplit pas bien ses devoirs, et que, ayant volé les habits de ses adversaires politiques, il n'était pas digne de les porter. Je ne sais pas si mon honorable ami voulait badiner ou s'il était réellement sérieux dans les observations qu'il a faites devant la Chambre. Mon honorable ami m'a quelque peu surpris en répétant une vieille histoire, une accusation qui a été maintes fois réfutée par M. Mackenzie, et qui a été aussi réfutée par M. Blake, quand tous deux étaient membres de la Chambre des communes. Assurément, mon honorable ami a oublié les discussions qui ont eu lieu, en plusieurs occasions, relativement à ces observations. Quoi qu'il en soit, n'est-il pas étonnant que M. Mackenzie ait conseillé aux gens d'aller se fixer au Kansas plutôt

que dans le Nord-Ouest, lui qui désirait acquérir les Territoires, qui avait une confiance sans bornes dans les ressources de cette région, qui a fait tous les efforts possibles, quand il était le chef de l'opposition, pour en assurer la possession? N'est-il pas étrange, après que cette région fût devenue une partie intégrante du Canada, qu'il ait déclaré qu'elle est impropre à la colonisation et sans aucune valeur?

Mon honorable ami a fait allusion au discours que M. Blake a fait sur le sujet. Je me rappelle les observations de M. Blake. Je me rappelle très bien les brochures qui ont été publiées comme littérature de propagande, non par les compagnies de chemins de fer des Etats-Unis, mais par une organisation dans laquelle mon honorable ami avait—jusqu'à quel point, je l'ignore—des intérêts, mais, dans tous les cas, par une organisation qui appuyait le gouvernement dont il fut un des principaux membres durant plusieurs années. Qu'est-ce que M. Mackenzie a dit relativement au territoire des Etats-Unis? Un honorable monsieur, qui appuyait le gouvernement,—sir John Macdonald était alors à la tête des affaires publiques—parlant un jour, des terres des Etats-Unis, déclara qu'elles avaient été toutes prises, et que, relativement à celles du Canada, les colons d'Amérique et d'Europe devaient se contenter de celles que Hobson voulait bien leur laisser avoir; qu'il leur fallait aller aux Territoires du Nord-Ouest pour avoir des terres ou ne pas en avoir du tout. Et quelle déclaration M. Blake fit-il? Il dit qu'il y avait encore quelques terres propres à la colonisation dans le Kansas et le Texas, de sorte qu'il était hors de question et déraisonnable de croire qu'il n'y avait pas de terres à coloniser en dehors des Territoires du Nord-Ouest. Est-ce que c'était déprécier les terres du Nord-Ouest? Etait-ce mépriser la fertilité du sol et la salubrité du climat situés au delà des frontières du Manitoba? Pas du tout. Pas un mot n'a été dit contre cette région au point de vue de la colonisation. Pas un mot n'a été dit pour empêcher les gens d'aller s'y établir; mais on a dit plus d'un mot contre la politique du gouvernement, ce à quoi mon honorable ami s'est opposé. Nous avons démontré que le gouvernement en agissant ainsi, espérait détourner les